



Mondialisation.ca
Centre de recherche sur la mondialisation

English
italien español
srpski portugês
العربية Deutsch

www.mondialisation.ca Concernant le CRM Contact Devenez membre Magasin en ligne



- Accueil
- Articles Récents
- États-Unis
- Canada
- Amérique latine & Caraïbe
- Europe
- Afrique subsaharienne
- Russie et CEI
- Moyen Orient
- Océanie
- Asie

Le 14 mars 2012 Des forces étrangères soutiennent l'insurrection en Syrie

La Saga de Bradley Manning, Julian Assange, et Wikileaks, de quoi écrire une chanson et tourner un film.

par William Blum



- Guerre USA OTAN
- Histoire, société et culture
- Crise économique mondiale
- Crimes contre l'humanité
- Environnement
- Pétrole, Gaz de schiste, Transnationales
- Pauvreté et inégalités
- Militarisation
- 11 sept. Guerre au
- Droits humains et police
- Loi et justice
- Biotechnologie et OGM
- Droits des femmes
- Désinformation médiatique
- Politique et religion
- Nations Unies
- Science et médecine
- Services de renseignements

Mondialisation.ca, Le 8 mars 2012

 Envoyer cet article à un(e) ami(e)
 Imprimer cet article

0 submit 17 3
Digg reddit f Share Tweet

« Les avocats de la défense disent que Manning était à l'évidence un jeune soldat perturbé, que l'armée n'aurait jamais du envoyer en Irak ou accorder l'accès à des documents classifiés lorsqu'il était en poste là-bas... Ils disent qu'il était dans un état émotionnel fragile, en partie parce qu'il était un soldat gay à une époque où les homosexuels ne pouvaient pas faire officiellement partie des forces armées US. » (Associated Press, 3 février)

Il ets malheureux et troublant que . Ils ne devraient pas le présenter comme ils le présentent pas plus que Bradley ne devrait être jugé commeles avocats de Bradley Manning aient choisi une telle ligne de défense, basée sur l'idée que ce sont les problèmes personnels et les déboires qui étaient à l'origine de sa motivation pour remettre des centaines de milliers de documents classifiés du gouvernement à Wikileaks un criminel ou un traître. Il devrait être salué comme un héros national. Oui, même lorsque les avocats s'adressent à un cerveau militaire. Autant essayer de pénétrer ce cerveau et d'y trouver le meilleur côté de la personne qui y vit. Bradley aussi porte un uniforme.

Voici ce qu'écrivit dit Bradley lors d'une conversation via internet : « Si vous aviez libre accès à des réseaux classifiés... et que vous trouviez des choses incroyables, terribles... des choses qui appartiennent au domaine public, pas à un serveur stocké quelque part dans un pièce sombre à Washington DC ... que feriez-vous ? ... Dieu sait ce qui arrivera maintenant. J'espère que ça provoquera des discussions, des débats, des réformes partout dans le monde... Je veux que les gens connaissent la vérité... parce que sans information, on ne peut prendre en tant que public des décisions en toute connaissance de cause. »

Est-ce que ces phrases vous donnent l'impression d'avoir été écrits par une personne dérangée ? Le Tribunal de Nuremberg et les Conventions de Genève ne mentionnent-ils pas ce devoir supérieur à la simple obéissance à son gouvernement, le devoir de dénoncer les crimes de guerre commis par ce gouvernement ?

En-dessous vous trouverez une liste de révélations trouvées dans les câbles et vidéos du Département d'Etat. Pour avoir révélé des comportements embarrassants et bien plus coupables, Bradley Manning de l'Armée des Etats-Unis et Julian Assange de Wikileaks passeront peut-être le reste de leur vie dans un donjon moderne, dont une partie à subir cette forme subtile de torture appelé « isolement ». Certes, il a été dit que les mauvais traitements infligés à Manning avaient pour objectif de l'obliger à témoigner contre Assange et de l'impliquer. Des dizaines de membres des médias US et des officiels ont appelé à l'exécution ou l'assassinat de Julian Assange. Sous la nouvelle loi *National Defense Authorization Act*, Assange pourrait être enlevé et assassiné. Dans quel siècle vivons-nous ? Dans quel monde ?

Ce fut après la publication des crimes de guerre américains telles que celle décrite dans la vidéo « *collateral murder* » et les documents publiés dans la série « *Iraq War Logs* », rendus publics par Manning et Wikileaks, que les Irakiens ont refusé d'exempter les forces US de toute poursuite en

Recherche

Archives
Index des Auteurs

RSS | [Ce qu'est le RSS](#)

Visitez notre site web
GlobalResearchTV
GRTV
GLOBAL RESEARCH TV

justice pour les crimes futurs. La vidéo montre un hélicoptère américain en train de tuer sans discernement plusieurs civils et deux journalistes de *Reuters*, et blesser deux jeunes enfants, tandis que les pilotes de l'appareil poussent des cris de joie comme si leur attaque au cœur d'une banlieue de Bagdad n'était qu'un jeu vidéo.

L'insistance du gouvernement irakien à exercer leur juridiction sur les soldats américains en cas de violations de la loi irakienne – quelque chose que les Etats-Unis n'acceptent pour ainsi dire jamais dans les nombreux pays où leurs troupes sont basées – a forcé la main de l'administration Obama qui a du retirer les dernières troupes du pays.

Si Manning avait commis un crime de guerre en Irak au lieu de les révéler, il serait un homme libre aujourd'hui, comme des centaines/milliers de soldats américains coupables de crimes véritablement odieux dans des villes comme Haditha, Fallujah, et d'autres lieux aux noms qui resteront chargés d'infamie dans le pays de l'ancienne Mésopotamie.

A part d'avoir joué un rôle dans la fin de l'affreuse guerre en Irak, les révélations de Wikileaks ont aidé à déclencher le Printemps Arabe, en commençant par la Tunisie.

Lorsque les Tunisiens ont lu ou entendu que les câbles US révélaient toute l'étendue de la corruption et le niveau de décadence de la famille au pouvoir – un long câble détaillé était intitulé « *corruption en Tunisie : ce qui est à toi est à moi* » - et que le soutien de Washington à Ben Ali n'était pas vraiment très ferme, et que les Etats-Unis se soutiendraient pas la régime en cas de soulèvement populaire, ils sont descendus dans les rues.

Voici un échantillon de certaines révélations de Wikileaks qui pourraient être utiles aux peuples :

- En 2009, un diplomate japonais, Yukiya Amano, est devenu le chef de l'Agence Internationale pour l'Energie Atomique, une agence qui joue un rôle important dans l'enquête sur le nucléaire iranien pour déterminer si l'Iran cherche à développer l'arme nucléaire ou non. Un câble de l'ambassade US d'octobre 2009 dit qu'Amano « *a lourdement insisté sur son soutien aux objectifs stratégiques US pour l'agence. Amano a rappelé à plusieurs reprises à l'ambassadeur (US) ... qu'il était solidement implanté dans le camp US sur toutes les questions stratégiques, des nominations aux hauts postes jusqu'au traitement de la question nucléaire iranienne* ».

- La Russie a nié les affirmations US selon lesquelles les missiles iraniens pouvaient atteindre l'Europe.

- L'enquête officielle du gouvernement britannique sur son implication dans la guerre en Irak a été gravement compromis par la promesse du gouvernement de protéger l'administration Bush au cours de l'enquête.

- Une conversation entre le président yéménite Ali Abdullah Saleh et le général américain David H. Petraeus où Saleh explique qu'il couvrira le rôle des Etats-Unis dans les frappes par missile contre une branche d'Al Qaeda au Yémen. « *Nous continuerons de dire que ce sont nos bombes, pas les vôtres* » a dit Saleh à Petraeus.

- L'ambassade US à Madrid a eu de sérieux points de friction avec le gouvernement espagnol et la société civile : a) en tentant de faire abandonner les charges dans une affaire criminelle contre trois soldats US accusés d'avoir tué un cameraman de la télévision espagnole à Bagdad, lorsqu'un tank US a tiré sans raison sur un hôtel où il résidait en compagnie d'autres journalistes (*sans oublier le rôle incongru de RSF pour venir en aide à l'armée US au lieu du journaliste – NdT*) ; b) des accusations de tortures présentées par une ONG espagnole contre six hauts officiels de l'administration Bush, dont l'ancien ministre de la justice, Alberto Gonzales ; c) une enquête du gouvernement espagnol sur la torture de ressortissants espagnols à Guantanamo ; d) un examen par la Justice espagnole sur l'utilisation de bases et aérodromes militaires espagnols pour les enlèvements illégaux (« *renditions* ») ; e) une critique permanente contre la guerre en Irak par le Premier Ministre espagnol Zapatero, qui a fini par retirer les troupes espagnoles.

- Des officiels du Département d'Etat aux Nations Unies, ainsi que des diplomates US dans différentes ambassades, ont été désignés pour recueillir le maximum d'information sur des officiels de l'ONU, dont le Secrétaire Général Ban Ki Moon, des représentants des membres permanents du Conseil de Sécurité, des hauts-fonctionnaires de l'ONU, et des diplomates étrangers : adresses de courrier, sites internet, noms d'utilisateur internet et mots de passe, clés privés de cryptage, numéros de cartes de crédit, numéros de cartes de fidélité auprès des compagnies aériennes, horaires de travail, et données biométriques. Des diplomates US à l'ambassade à Asuncion, Paraguay, ont été chargés d'obtenir les dates, heures et numéros de téléphone des appels reçus et émis par les diplomates chinois, iraniens et des pays de gauche en Amérique latine, Cuba, Venezuela et Bolivie. Des diplomates US en Roumanie, Hongrie et Slovaquie ont été chargés de fournir les données biométriques sur « *les dirigeants actuels et montants et les conseillers* » ainsi que des informations sur la « *corruption* » et sur la santé et la « *vulnérabilité* » des dirigeants. La directive de l'ONU demandait aussi spécifiquement « *des données biométriques sur les hauts officiels de la Corée du Nord* ». Un câble similaire aux ambassades de la région des Grands Lacs en Afrique précisait que les données biométriques devaient inclure des échantillons de DNA et des images des iris et des empreintes digitales.

- Un « *observateur iranien* » spécial dans la capitale de l'Azerbaïdjan, Bakou, a fait le compte-rendu d'une dispute qui a éclaté lors d'une réunion avec le Conseil Suprême de Sécurité Nationale de l'Iran. Il est écrit que le chef d'état-major de la Garde Révolutionnaire, Mohammed Ali Jafari, a eu dispute violente avec le président iranien Mahmoud Ahmandinejad et l'aurait giflé au visage parce que le président, généralement conservateur, aurait défendu la liberté de la presse.

- Le Département d'Etat, pratiquement seul dans tout le monde occidental, n'a pas clairement condamné le coup d'état militaire du 28 juin 2009 au Honduras, même si le câble de l'ambassade

stipulait « *il ne fait aucun doute que l'armée, la Cour Suprême et le Congrès ont conspiré le 28 juin dans ce qui constitue un coup illégal et anticonstitutionnel contre la branche exécutive.* » Le soutien US au coup d'état n'a pas flanché depuis.

- La direction du Parti Social Démocrate suédois - la Suède neutre, pacifiste, progressiste, selon le vieux mythe - a rendu visite à l'ambassade US à Stockholm pour demander conseil sur la meilleure manière de vendre la guerre en Afghanistan aux public suédois, en demandant si les Etats-Unis pouvaient faire venir un membre du gouvernement afghan en Suède pour parler des efforts humanitaires de l'OTAN en faveur des enfants, et ainsi de suite. [Depuis quelques années déjà, la Suède est devenue, officieusement, un membre de l'OTAN et, à titre de faveur pour une certaine puissance occidentale, le persécuteur de Julian Assange.]

- Les Etats-Unis ont tenté de pousser la Suède à adopter des lois sur les écoutes afin de pouvoir intercepter les communications passant par ce pays. L'intérêt des Etats-Unis était clair : 80% de tout le trafic internet de la Russie passe par la Suède.

- le Président du Conseil Européen, Herman Van Rompuy, a déclaré en janvier 2010 à des officiels de l'ambassade US à Bruxelles que personne en Europe ne croyait plus en l'Afghanistan. Il a dit que l'Europe y participait par respect pour les Etats-Unis et que des résultats devaient être obtenus en 2010, sinon « *L'Afghanistan, pour l'Europe, c'est fini.* »

- Les officiels irakiens considéraient l'Arabie Saoudite, et non l'Iran, comme la plus grande menace pour l'intégrité et la cohésion de leur état fragile. Les dirigeants irakiens ne manquaient pas une occasion pour rassurer leurs parrains américains qu'ils étaient capables de « gérer » les Iraniens, qui voulaient la stabilité ; mais que les Saoudiens voulaient un état irakien « *affaibli et divisé* », et même qu'ils « *fomentaient le terrorisme qui allait déstabiliser le gouvernement* ». De plus, le roi saoudien voulait que les Etats-Unis procèdent à des frappes aériennes contre l'Iran.

- *Aramco* est accusée par les tribunaux US d'avoir trafiqué le prix du pétrole. Le ministre adjoint du pétrole saoudien a dit qu'il voulait que les Etats-Unis accordent l'immunité légale à l'Arabie Saoudite.

- Des donateurs saoudiens étaient les principaux financiers de groupes militants sunnites tels qu'Al Qaeda, les Taliban, et *Lashkar-e-Taiba*, qui a organisé les attentats de 2008 à Mumbai.

- *Pfizer*, la plus grande compagnie pharmaceutique au monde, a embauché des enquêteurs pour trouver des preuves de corruption chez le ministre de la justice du Nigeria pour le convaincre d'abandonner une action en justice autour de tests cliniques effectués en 1996 qui ont provoqué de méningite chez des enfants.

- le géant pétrolier *Shell* a affirmé avoir « *placé des hommes* » et totalement infiltré le gouvernement du Nigeria.

- l'administration Obama a rétabli les relations militaires avec l'Indonésie malgré de graves préoccupations exprimées par les diplomates US sur les activités de l'armée indonésienne dans la province de Papouasie occidentale, faisant part de leurs craintes que la négligence, la corruption généralisée et les violations des droits de l'homme du gouvernement indonésien ne provoqueraient des troubles dans la région.

- des officiels US ont collaboré avec le ministre de la défense du Liban pour espionner, et permettre à Israël d'éventuellement d'attaquer, le Hezbollah, quelques semaines avant la violente confrontation militaire qui a éclaté à Beyrouth, en mai 2008.

- le président du Gabon, Omar Bongo, est accusé d'avoir empoché des millions par des détournements de fonds dans des états africains, et d'en avoir dirigé une partie dans des partis politiques français en soutien à Nicolas Sarkozy.

- Des câbles de l'ambassade US à Caracas en 2006 demandaient au Secrétaire d'Etat US de mettre en garde le Président Hugo Chavez contre toute tentative de l'armée vénézuélienne de défendre la révolution cubaine dans l'éventualité d'une invasion américaine à la mort de Castro.

- Les Etats-Unis étaient préoccupés que la chaîne de télévision de gauche en Amérique latine, *Telesur*, dont le siège est au Venezuela, ne collabore avec *al Jazeera* du Qatar, dont la couverture de la guerre en Irak avait agacé l'administration Bush.

- Le Vatican, préoccupé par l'affaiblissement du pouvoir catholique en Amérique latine, a dit aux Etats-Unis qu'il voulait saper l'influence du président vénézuélien sur le continent. Le Vatican craignait que Chavez ne détériore les relations entre l'église catholique et l'état en assimilant la hiérarchie de l'église au Venezuela aux classes privilégiés.

- Le Saint Siège approuvait la main tendue d'Obama à Cuba et espérait de nouvelles initiatives bientôt, éventuellement l'autorisation des visites pour les épouses des Cinq Cubains (*emprisonnés aux US - NdT*). De meilleures relations entre les Etats-Unis et Cuba priverait Hugo Chavez d'un de ses soutiens principaux soutiens et limiterait son influence sans la région.

- Le monde merveilleux des diplomates : en 2010, le premier ministre britannique Gordon Brown a soulevé avec la secrétaire d'état Hillary Clinton la question des visas pour les épouses des Cinq Cubains. « *Brown a demandé que les épouses (qui se sont vues refuser des visites pour les Etats-Unis) puissent recevoir des visas pour visiter leurs époux en prison... Après avoir interrogé 10 Downing Street (siège du premier ministre - NdT), il s'avère que Brown a formulé cette demande après un engagement auprès des syndicats britanniques, qui font partie du noyau du Parti Travailleuse. Ayant formulé sa demande, Brown n'avait pas l'intention d'y revenir. Aucune action n'est donc requise.* »

- Des officiels GB ont dissimulé au Parlement comment les Etats-Unis ont été autorisés à introduire

des bombes à fragmentation sur le sol britannique en violation d'un traité qui interdit la présence de telles armes.

- Un câble a été envoyé en 2006 par un officiel à la Section des Intérêts Nord-Américains à la Havane (*en l'absence d'ambassade, représentation diplomatique US à la Havane – NdT*), au cours des préparatifs pour le Sommet du Mouvement des pays Non-Alignés. Il y précisait qu'il cherchait activement « des histoires humaines intéressantes qui briserait le mythe des prouesses de la médecine cubaine ». [apparemment destinées à affaiblir le soutien à Cuba chez les participants au sommet]

- La plupart des hommes envoyés à Guantanamo était innocents ou de simples exécutants ; beaucoup d'innocents avaient été vendus aux Etats-Unis pour toucher les primes.

- DynCorp, un grand sous-traitant de l'armée US qui affiche près de 2 milliards de revenus par an grâce aux contribuables US, a organisé des « ballets bleus » pour des recrues de la police Afghane. (Oui, vous avez bien lu).

- Bien que les administrations Bush et Obama aient toujours affirmé publiquement qu'il n'y avait pas de bilan officiel du nombre de victimes civiles, les documents *Iraq War Logs* et *Afghanistan War Logs* ont démontré que c'était faux.

- Des tortionnaires égyptiens connus ont reçu une formation à l'académie du FBI à Quantico en Virginie.

- les Etats-Unis ont exercé une forte pression sur le gouvernement haïtien pour interrompre différents projets, sans aucune considération pour le bien-être du peuple haïtien. Un câble de 2005 a souligné l'insistance des Etats-Unis à mettre tout en œuvre pour empêcher l'ancien président Jean-Bertrand Aristide, que les Etats-Unis avaient renversé l'année précédente, de retourner en Haïti ou d'exercer une influence sur la vie politique haïtienne. En 2006, la cible de Washington devint le Président René Préval pour son accord avec le Venezuela pour rejoindre l'alliance pétrolier caribéen de Caracas, *PetroCaribe*, sous lequel le Haïti pouvait acheter du pétrole vénézuélien à 60 % du prix comptant et le solde sur 25 ans à 1% d'intérêt. En 2009, le Département d'Etat a soutenu une grande entreprise américaine qui s'opposait au relèvement du salaire minimum pour les travailleurs haïtiens, les plus mal payés de tout le continent.

- Les Etats-Unis ont eu recours aux menaces, à l'espionnage, et plus encore pour peser sur la conférence sur le climat qui s'est tenue en 2009 à Copenhague.

- Mahmoud Abbas, président de l'Autorité Palestinienne, et dirigeant de mouvement Fatah, s'est adressé à Israël pour l'aider à attaquer le Hamas à Gaza en 2007.

- Le gouvernement britannique a formé une force paramilitaire au Bangladesh condamnée par les organisations de défense des droits de l'homme comme « *un escadron de la mort gouvernemental* ».

- Un ordre militaire US a ordonné aux forces militaires américaines de ne pas enquêter sur la torture des détenus irakiens.

- Les Etats-Unis ont été impliqué dans la campagne du gouvernement australien en 2006 pour renverser le premier ministre des Iles Salomon, Manasseh Sogavare.

- En 2009, un câble US a dit que les brutalités policières en Egypte contre les petits délinquants pour leur arracher des aveux étaient monnaie courante et routinières.

- Les diplomates US ont fait pression sur le gouvernement allemand pour étouffer le procès engagé contre des agents de la CIA pour l'enlèvement et la torture de Khalid El-Masri, citoyen allemand. [El-Masri avait été kidnappé par la CIA pendant ses vacances en Macédoine, le 31 décembre 2003. Il avait emmené par avion à un centre de torture en Afghanistan, où il a été battu, affamé et sodomisé. Le gouvernement US l'a libéré au sommet d'une colline en Albanie cinq mois plus tard, sans un sou en poche et sans moyens pour rentrer chez lui.]

► Un câble de 2005 faisait état « *de graves tortures généralisées* » en Inde, la fameuse « plus grande démocratie du monde ». Le Comité International de la Croix-Rouge a signalé : « *les mauvais traitements persistants, malgré les dialogues répétés avec le ICRC-GO (gouvernement indien), nous font croire que New Delhi approuve la torture.* » Washington en avait été informée des années auparavant. Et qu'ont fait les Etats-Unis, un des plus grands tortionnaires de ces derniers 100 ans ? Les dirigeants US, y compris les dirigeants actuels, ont continué de faire des discours sur « la plus grande démocratie au monde », comme si la torture et l'un des pires taux de misère et de sous-alimentation des enfants au monde n'entraînent pas en contradiction avec l'idée même de démocratie.

- Les Etats-Unis ont levé l'interdiction de former les forces spéciales de l'armée indonésienne – malgré leur bilan de détentions arbitraires, de tortures et de meurtres – après que le président Indonésien ait menacé de perturber la visite du Président Obama dans le pays en novembre 2010.

► Depuis 2006 au moins, les Etats-Unis financent des groupes d'opposition en Syrie, y compris une chaîne de télévision qui émet des programmes antigouvernementaux dans le pays.

William Blum
<http://killinghope.org/>

Article original en anglais :



The Saga of Bradley Manning, Julian Assange, and Wikileaks, to be put to ballad and film
- by William Blum - 2012-03-06

Traduction : VD pour Le Grand Soir.
<http://www.legrandsoir.info>

Articles de
William Blum
publiés par
Mondialisation.ca



Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que l'auteur et ne reflètent pas nécessairement celles du Centre de recherche sur la mondialisation.

[Pour devenir membre du Centre de recherche sur la mondialisation](#)

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission d'envoyer la version intégrale ou des extraits d'articles du site www.mondialisation.ca à des groupes de discussions sur Internet, dans la mesure où les textes et les titres ne sont pas modifiés. La source doit être citée et une adresse URL valide ainsi qu'un hyperlien doivent renvoyer à l'article original du CRM. Les droits d'auteur doivent également être cités. Pour publier des articles du Centre de Recherche sur la mondialisation en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: crgeditor@yahoo.com

www.mondialisation.ca www.mondialisation.ca contient du matériel protégé par les droits d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif et est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par les droits d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur de ces droits.

Pour les médias: crgeditor@yahoo.com

© Droits d'auteurs William Blum, Mondialisation.ca, 2012

L'adresse url de cet article est: www.mondialisation.ca/index.php?context=va&aid=29671

[Privacy Policy](#)

© Copyright 2005 -2009 Mondialisation.ca
Site web par [Polygraphx Multimedia](#) © Copyright 2005-2009